

## **Lyon Capitale 20180918**

<https://www.lyoncapitale.fr/politique/grand-lyon-debats-houleux-sur-laccueil-des-mineurs-isoles/>



Manifestation contre la politique de gestion des mineurs non accompagnés de la métropole de Lyon © Justice Boche

## **Grand Lyon : débats houleux sur l'accueil des mineurs isolés**

- 18 septembre 2018 A 06:30
- par [Justin Boche](#)

**Manifestation à l'extérieur, débats passionnés à l'intérieur. La question de l'accueil des mineurs a divisé le conseil de la métropole ce lundi. Critiqué par Nathalie Perrin-Gilbert, David Kimelfeld a reçu le soutien des groupes de gauche de la majorité, qui ont salué *“une volonté du président de la métropole qu'il n'y avait pas auparavant”* avec Gérard Collomb.**

Une petite centaine de manifestants se sont réunis ce lundi en fin d'après-midi sur le parvis de la métropole de Lyon. Pancartes “Métropole hors la loi” en main, ils étaient venus dénoncer la politique d'accueil des mineurs non accompagnés de la métropole de Lyon. À l'intérieur du bâtiment, dans la salle du conseil métropolitain, la majorité présidée par David Kimelfeld

venait d'adopter le lancement de la procédure d'appel d'offres pour la mise en place du dispositif de mise à l'abri, d'évaluation et d'orientation des mineurs non accompagnés, jusqu'ici géré par Forum Réfugiés. Dispositif critiqué à l'intérieur du conseil comme à l'extérieur. La maire du 1er arrondissement, Nathalie Perrin-Gilbert, estimant ainsi que cette délibération *“ne dresse pas un bilan sincère de la situation et ne propose pas de réponses réelles”*. Et dénonçant *“l'insuffisance chronique de la politique d'accompagnement”* du Grand Lyon. *“Cette situation entraîne la métropole dans une illégalité complète et vous proposez de la reconduire pendant trois ans ! C'est une irresponsabilité pénale et morale. Le fait d'externaliser à Forum Réfugiés ce que nous faisons ne veut pas dire que nous ne sommes pas responsables. Nous ne pouvons pas nous satisfaire d'une obligation de moyens, mais bien de celle de résultat, il en va de notre responsabilité d'élus, de citoyens et de parents”*, a tancé Nathalie Perrin-Gilbert, critiquant le montant alloué au dispositif. Un montant fixé à 3.558.750 euros par an, qui ne bougera pas jusqu'en 2022 alors que le nombre de mineurs arrivant dans la métropole augmente depuis plusieurs années. Il est par exemple passé de 600 en 2016 à 1.400 en 2017.

### **David Kimelfeld en appelle à l'État**

De son côté, le président du conseil métropolitain a assumé certaines carences de la métropole et critiqué la maire du 1er arrondissement : *“Il faut améliorer le dispositif et c'est le travail que nous avons devant nous. Il y a des difficultés, je suis le premier à l'admettre. Mais j'en entends certains qui tentent d'utiliser les vraies difficultés que la métropole a pour répondre dans l'urgence, sur l'autel de la politique politicienne.”* Face au défi de l'accueil et de l'accompagnement de ces mineurs isolés, David Kimelfeld a admis que le Grand Lyon ne pouvait réussir seul. *“Nous pouvons penser que la France, pays des Droits de l'homme, ne soit pas à la hauteur de son histoire. Que la France, à travers l'Europe, n'a pas été à la hauteur sur sa politique de petits pas. Mais, sur notre territoire, il faut plutôt chercher une union pour demander à l'État d'apporter l'aide nécessaire à la métropole”*, a-t-il lancé. Pris en tenaille entre la légitimité qu'il tient de Gérard Collomb, qui l'a placé à son poste, et sa volonté de tracer son propre chemin politique, sa critique par petites touches de la politique de l'État est aussi une manière d'affirmer sa différence avec le ministre de l'Intérieur. Un impressionnisme apprécié par les différents groupes de gauche de sa majorité.

### **La gauche veut “pousser Kimelfeld”**

Béatrice Vessiller, élue EELV de Villeurbanne, a par exemple critiqué *“la loi inique “Asile et immigration””* de Gérard Collomb, tout en soutenant la politique portée par David Kimelfeld en votant pour la délibération. *“Difficile pour certains groupes de la majorité d'être un pied dedans et un pied dehors, s'amusaient Alexandre Vincendet, le maire LR de Rillieux-la-Pape. Difficile aussi de voter quelque chose ici et d'assumer dehors devant les manifestants en disant que c'est la faute de l'État. Quand on n'est pas d'accord, il faut assumer et démissionner immédiatement.”* Une incohérence dont s'est défendue Émeline Baume, conseillère métropolitaine EELV : *“David Kimelfeld a ouvert une voie. Peut-être que ça va trop doucement, mais il y a une volonté de la part de David Kimelfeld [qu'il n'y avait pas auparavant](#). C'est pour ça que nous voulons pousser dans son sens.”*